

Monsieur le Président,

Nos organisations, et l'ensemble de la communauté des ONG françaises ont été particulièrement choqués de vos propos à leur égard. Au-delà de leurs 250.000 militants bénévoles, salariés et volontaires, ce sont des millions de citoyens soutenant par leurs dons nos actions qui sont heurtés par vos accusations récentes au sujet des sauvetages en mer des migrants.

Monsieur le Président, le premier rôle d'une ONG humanitaire est de sauver toute vie lorsque celle-ci est en péril, sans aucune distinction et cela ne peut se négocier. La solidarité ne divise pas. Elle ne peut sélectionner les personnes auxquelles elle se doit de porter secours. Ou alors, ce n'est plus de la solidarité.

C'est le rôle des Etats d'assurer des voies légales et sûres pour la migration et l'accueil des personnes en danger. C'est le rôle de notre pays que de continuer à porter une parole courageuse, rappelant que le phénomène migratoire est historique et qu'il contribue souvent positivement au développement économique et à la richesse culturelle de nos civilisations. C'est le rôle de notre pays enfin que de porter une voix généreuse et d'assumer enfin cette solidarité non négociable parce que cela a toujours été sa vocation.

Et nul ne peut faire porter sur les ONG la responsabilité des échecs tragiques de la communauté internationale à rétablir la paix au Moyen Orient ou en Afrique. Nul ne peut faire porter aux ONG la responsabilité de la pauvreté endémique qui continue de miner des territoires entiers en Afrique subsaharienne ou l'accroissement abyssal des inégalités partout dans le monde y compris dans nos territoires. Les ONG ne sont pas responsables du volume scandaleux de l'évasion fiscale qui mine le développement de nombre de pays. Elles ne sont pas plus responsables de l'accroissement du réchauffement climatique qui met sur les routes de l'exil nombre d'hommes et de femmes dont les territoires de vie deviennent proprement invivables.

Monsieur le Président, nos organisations militent et agissent au quotidien et dans des conditions de plus en plus difficiles, pour apporter assistance aux personnes en danger, pour tisser des liens de solidarité et de coopération entre les peuples et avec ceux de nos propres territoires. Elles portent et appellent sans cesse à la responsabilité collective pour réduire les inégalités et la pauvreté, engager les transitions écologiques et démocratiques nécessaires et investir dans le dialogue entre les peuples. Ces actions permettent le plus souvent de réduire les fractures, d'apaiser les tensions, de faire renaître l'espoir et de contribuer à la paix au moment où les discours de haine, de peur et de défiance envahissent les relations internationales.

Monsieur le Président, nous sommes entrés depuis quelques années dans un contexte européen et mondial qui voit, mois après mois, le basculement de pays lointains et bien plus proches vers des régimes de plus en plus autoritaires et liberticides. Dans un nombre croissant de pays, tous les jours des lois sont votées, des directives données pour réduire la liberté de parole de la société civile, pour restreindre le droit d'association, voire pour criminaliser tout engagement associatif. Ainsi le recul des droits humains s'accroît et celui de la capacité à s'en indigner régresse tout autant. Chaque pouce perdu sur ce terrain est un revers pour tout ce qui a fait notre histoire et pour les valeurs qui fondent nos propres institutions.

C'est une lame de fond qui nous alerte au plus haut point, et oblige tous les démocrates convaincus que l'heure désormais doit être à la résistance et à la fermeté sur le terrain des droits humains et de l'aide humanitaire parce que c'est un impératif consubstantiel de ce que sont nos sociétés. La France peut et doit porter cette voix dans le monde, et éviter d'ajouter par des déclarations intempestives, de la confusion à la confusion. Faute de quoi, cette tendance risque de également de nous emporter.

Aussi, au-delà de la dureté de vos propos et de leur injustice profonde à notre égard, le plus tragique est que vous contribuez à encourager tous les ennemis des droits humains dans le monde et en Europe, nourrissant ainsi ceux que vous avez-vous-même combattus.

Monsieur le Président, nos causes sont justes et ont plus que jamais besoin du soutien de la République.